



ALERTE GENRE : BESOINS ET DÉFIS SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE DE GENRE DES AFGHANS DE RETOUR D'IRAN ET DU PAKISTAN



Juin 2025

@ONUFemmes/Sayed Habib Bidell

Cette alerte de genre a été élaborée par le groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire (GiHA WG) en Afghanistan, en s'appuyant sur des rapports et des mises à jour d'acteurs humanitaires, de membres du GiHA sur le WG et d'organisations femmes dans les provinces d'Herat, Kandahar et Nangarhar, en Afghanistan.

Ces informations et analyses (FGD) contributions obtenues via 15 discussions ciblées menées avec des groupes de femmes

affectées et des travailleurs humanitaires dans les sites Zero Point et les centres de transit à Herat, des femmes et des hommes organisés par les groupes de travail internationaux GiHA dans les trois provinces cibles et menés en dari et en pachtoutne.

Kandahar et Nangarhar.¹ Ces consultations ont été

Forte augmentation des retours forcés d'Afghans du Pakistan et d'Iran

Entre septembre 2023 et avril 2025, un total combiné de plus de 2,43 millions de migrants afghans sans papiers sont retournés en Afghanistan depuis l'Iran et le Pakistan, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) - 52 % de ces migrants ayant été renvoyés de force.²

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), entre le 15 septembre 2023 et le 27 mai 2025, 144 500 réfugiés, ou personnes se trouvant dans une situation assimilable à celle des réfugiés, sont retournés en Afghanistan.³

Le rythme des retours du Pakistan s'est accéléré ces derniers mois, suite à la décision du gouvernement pakistanais d'imposer aux titulaires de la carte de citoyenneté afghane (ACC) une date limite (initialement fixée au 31 mars 2025, puis prolongée au 30 avril 2025) pour quitter le territoire pakistanais, sous peine d'expulsion. Le gouvernement pakistanais a autorisé la détention d'Afghans dans 49 centres de rétention, la saisie de leurs biens et des sanctions pénales.

pour quiconque héberge des Afghans sans papiers.⁴

Le gouvernement iranien a lancé une campagne de retour des migrants afghans sans papiers en novembre 2023, invoquant des pressions économiques et des problèmes de sécurité aux frontières. À la fin de 2024, plus de 750 000 citoyens afghans étaient rentrés d'Iran.⁵

Français En 2025, le rythme des retours d'Iran s'est accéléré, avec près de 600 000 citoyens afghans rentrés entre le 1er janvier et le 27 mai, et 58 % d'entre eux étant renvoyés de force.⁶ Ces derniers mois ont apporté de nouvelles augmentations, avec quelque 328 000 migrants rentrés entre le 20 mars et le 27 mai 2025, suite à la mise en place par le gouvernement iranien d'un programme de régularisation et de retour, signalant le retour potentiel de 2 millions de migrants supplémentaires.⁷ Au cours de la seule période du 11 au 24 mai 2025, 119 337 rapatriés sont entrés en Afghanistan depuis l'Iran, marquant un afflux plus important que celui du Pakistan au cours de cette période.⁸

Suite à la récente escalade du conflit entre Israël et l'Iran, les Afghans sont revenus en nombre plus élevé que jamais. Entre le 13 et le 22 juin, 119 417

Les Afghans sont rentrés, la plupart d'entre eux (53 %) citant le sentiment d'insécurité comme principale raison de leur retour.⁹

Suite à l'escalade du conflit, les points de passage frontaliers (PCF) avec l'Iran sont devenus les plus actifs de tous les PCF, représentant 70 % du total des mouvements transfrontaliers au cours de la période du 15 au 21 juin.

Les efforts simultanés du Pakistan et de l'Iran pour renvoyer les migrants afghans continuent d'élargir l'ampleur des retours forcés et de mettre à rude épreuve les capacités humanitaires déjà limitées de l'Afghanistan.¹⁰

Bien que des visites de haut niveau aient eu lieu pour discuter de la situation – comme celle d'une délégation du gouvernement pakistanais à Kaboul en avril 2025 –, le gouvernement pakistanais et le gouvernement iranien maintiennent tous deux que les expulsions massives se poursuivront.

Les autorités de facto (DFA) en Afghanistan ont appelé à des retours « progressifs et dignes »¹¹, mais le conflit dans la région, lié aux attaques israéliennes contre l'Iran et aux violents affrontements frontaliers entre l'Afghanistan et le Pakistan, a un impact sur le flux des retours.

Le dernier échange de tirs entre le Pakistan Frontier Corps et les gardes-frontières talibans a notamment fait de nombreuses victimes des deux côtés et perturbé le passage de la frontière, entraînant une fermeture de deux semaines de la frontière orientale de l'Afghanistan (Torkham BCP) en mars 2025.

Cela souligne la volatilité de la situation qui, dans plusieurs cas, a placé des milliers de rapatriés dans une situation encore plus précaire.¹²

Couloirs de retour clés et afflux de pointe

Corridor pakistanais : Aux frontières est et sud, Torkham (province de Nangarhar) et Spin Boldak (province de Kandahar) restent les deux principaux points de passage frontaliers pour les migrants afghans de retour du Pakistan, représentant environ les trois quarts de tous les retours depuis septembre 2023 ; l'autre quart des rapatriés afghans sont entrés en Afghanistan via Ghulam Khan (Khost) et les points de Badini (Zabul) et Bahramcha (Helmand).¹³

La frontière pakistanaise a depuis connu trois grandes périodes de « surtension » qui ont poussé les installations d'accueil à leur pleine capacité en novembre-décembre 2023, septembre-octobre 2024 et avril 2025, au cours desquelles les expulsions de la phase 2 des retours sans papiers ont déclenché le plus grand retour de migrants du Pakistan depuis 2023 - environ 60 000 migrants sont retournés au cours de cette période.¹⁴

Bien que Torkham enregistre toujours le plus grand volume d'entrées en provenance du Pakistan (environ 45 % de tous les retours à ce jour), l'utilisation croissante de Ghulam Khan et de Bahramcha¹⁵ pour entrer en Afghanistan souligne la nécessité de renforcer les capacités d'accueil et d'adopter des politiques tenant compte des questions de genre.

services dans les cinq points de contrôle frontaliers officiels du Pakistan et de l'Afghanistan.

Corridor iranien : À la frontière occidentale, les points de passage frontaliers d'Islam Qala (province d'Herat) et de Milak-Zaranj (province de Nimroz) ont enregistré environ 3 200 retours par jour au premier trimestre 2025.¹⁶ C'était avant l'escalade actuelle du conflit en Iran, qui a entraîné un afflux d'environ 28 000 personnes par jour le 25 juin 2025.¹⁷

En janvier 2025, les retours cumulés via ces deux seuls BCP avaient dépassé 1,8 million depuis la mi-2023, ajoutant une pression intense sur les sites d'accueil et mettant à rude épreuve les ressources humanitaires dans la zone frontalière.¹⁸

Ensemble, les quatre principaux plans de retour frontalier et les autres plans de retour frontalier constituent un flux continu et important de retours forcés, nécessitant une intensification des services d'hébergement, de protection, de santé et de prise en compte des questions de genre aux points frontaliers.

Profil démographique des rapatriés

Pakistan

Les femmes, les filles et les garçons ont toujours constitué la majorité des rapatriés du Pakistan. Parmi les retours enregistrés entre le 15 septembre 2023 et le 21 juin 2025 :

- Les femmes et les filles représentent 48 pour cent des rapatriés.¹⁹
- Les enfants (de moins de 18 ans) représentent 54 % des rapatriés et 24 % du total des rapatriés ont moins de 6,20 ans.
- Les ménages dirigés par des femmes (FMD) représentent une part importante des rapatriés du Pakistan, soit 18 % des retours.²¹
- La majorité des rapatriés (36 %) sont au Pakistan depuis plus de 21 ans.²²
- Le dépistage de la vulnérabilité au cours de la période du 1er avril au 3 mai 2025 a indiqué que 11 % des rapatriés du Pakistan identifiés comme personnes vulnérables au cours de cette période étaient des veuves, 5 % étaient des femmes enceintes, 44 % des cas vulnérables présentaient des signes de problèmes médicaux graves et 33 % étaient des femmes âgées (plus de 60 ans).²³

Chaque profil de vulnérabilité identifié nécessite une protection et des services de santé adaptés dès l'arrivée.

L'Iran

Les femmes, les filles et les garçons représentent une part croissante des retours d'Iran.

- Les femmes et les filles représentaient historiquement une très petite partie des cas de retour d'Iran (environ 3,2 % pour la période de janvier 2024

jusqu'en mai 202524).

- Cependant, en 2025, la population de rapatriés d'Iran se déplace de plus en plus des hommes célibataires vers les familles et les femmes. Selon l'OIM, en mai, les familles représentaient environ 44 % de l'ensemble des rapatriés, contre 26 % en avril et 11 % en janvier. En 2025, sur le total des migrants afghans sans papiers recensés, 8 % étaient des femmes, 21 % des enfants et 71 % des hommes. La répartition par sexe et par âge des rapatriés sans papiers rentrés avec leur famille était de 28 % de femmes, 46 % d'enfants et 26 % d'hommes.²⁵

du 1er juin au 24 juin 2025, les femmes et les filles représentaient 30 % de tous les rapatriés d'Iran.²⁶

- Bien que le pourcentage de ménages dirigés par des femmes (MDF) comptabilisés pour l'ensemble de la période ne soit pas actuellement disponible, pour la période de juin 2025 (du 1er au 24 juin), 1 % des rapatriés d'Iran étaient des femmes célibataires et 2 % étaient des ménages dirigés par des femmes.²⁷

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les conclusions présentées dans cette Alerte Genre sont divisées en conclusions clés relatives à la situation des femmes afghanes rapatriées et en conclusions clés relatives à la situation des travailleuses humanitaires engagées dans l'effort de réponse au retour en Afghanistan.

Ils mettent en évidence les principaux besoins et défis auxquels sont confrontés ces deux groupes de femmes.

Principales conclusions concernant les femmes rapatriées

Les femmes demandent un abri, des moyens de subsistance et une éducation pour leurs filles

Les besoins immédiats des femmes et des filles les plus fréquemment mentionnés dans les groupes de discussion étaient le logement, le soutien aux moyens de subsistance et le soutien à l'éducation des filles.

Une participante au groupe de discussion avec des femmes rapatriées dans la province de Nangahar a déclaré : « Nous avons besoin d'un endroit où rester, d'une chance d'apprendre et d'un moyen de gagner notre vie. »²⁸ Ces trois besoins ont été cités comme prioritaires par les participants au groupe de discussion dans les provinces de Nangahar et de Kandahar.

Concernant le logement, une femme du BCP de Torkham a déclaré : « Le logement est le besoin le plus urgent. Nous n'avons pas de maison à nous. »²⁹ Bien que de nombreux rapatriés puissent rester chez des proches pendant une courte période, ils déclarent souvent ne pas pouvoir le faire à long terme et peuvent également être confrontés à des risques élevés d'expulsion pour les femmes et les personnes sans papiers.³⁰ L'OIM estime que cette situation est particulièrement préoccupante pour les WHH, « dont seulement 10 % vivent dans des maisons de retraite.

dans des abris permanents et près de 4 sur 10 craignent d'être expulsés.

conditions qui augmentent l'exposition à la violence sexiste, à l'exploitation et aux déplacements répétés ». ³¹

Dans la province d'Herat, les femmes rapatriées ont également soulevé des préoccupations urgentes concernant la recherche d'un logement sûr et abordable, et ont souligné les graves difficultés auxquelles sont confrontées les femmes célibataires et les femmes en foyer pour obtenir un abri à leur retour en raison des restrictions qui empêchent les femmes de louer une résidence sans un parent masculin.³²

Les évaluations de suivi de la protection menées par l'OIM dans les zones de retour au cours du premier trimestre 2025 fournissent diverses informations sur les défis en matière d'abris auxquels sont confrontés les rapatriés.

Parmi les femmes interrogées dans le cadre de ces évaluations de l'OIM, 45 % ont déclaré avoir été confrontées à des menaces d'expulsion, soit plus du double du taux signalé par les hommes (18 %).³³

En outre, 33 % des femmes ont signalé des conflits de loyer, bien que ce chiffre puisse sous-estimer la gravité du problème, en raison des obstacles à l'accès aux recours juridiques ou de la peur des représailles.³⁴

Français Dans la province d'Herat, 71 pour cent des femmes interrogées ont signalé des conflits de loyer et 29 pour cent ont été menacées d'expulsion, 45 pour cent des répondantes WHH vivant dans des conditions d'hébergement inadéquates.³⁵ De plus, seulement 13 pour cent des femmes interrogées ont déclaré être en mesure de payer régulièrement leur loyer (sans encourir de difficultés financières majeures), tandis que 45 pour cent ont déclaré qu'elles ne pouvaient se permettre de payer que parfois, ce qui met en évidence la vulnérabilité économique persistante des femmes rapatriées.³⁶

Les femmes rapatriées ont exprimé des inquiétudes quant à la manière dont elles pourraient subvenir aux besoins de leur famille en Afghanistan. Dans la province d'Herat, une femme rapatriée a brièvement souligné la réalité à l'origine de cette appréhension : « De nombreuses familles manquent de ressources financières pour se nourrir et subvenir à leurs besoins fondamentaux. »³⁷

Les femmes des trois groupes de discussion ont évoqué les activités de subsistance qu'elles menaient au Pakistan et en Iran, ainsi que leur souhait de trouver du soutien pour les entreprendre en Afghanistan. De nombreuses femmes de retour du Pakistan ont exprimé le souhait de poursuivre leur activité de couture et d'artisanat en Afghanistan. Une participante au groupe de discussion de Torkham a évoqué son métier de couturière au Pakistan et son besoin de soutien pour trouver le matériel nécessaire à cette activité en Afghanistan.

Dans la province d'Herat, une femme a mentionné avoir des compétences en couture, en travail d'usine, en cuisine et en artisanat.⁴⁰ Elles ont parlé du besoin de soutien financier et de formation pour démarrer leur propre entreprise.⁴¹

D'autres répondants ont indiqué préférer travailler dans des emplois administratifs ou de service, tout en notant la disponibilité limitée de « possibilités d'emploi appropriées pour les femmes ». ⁴² Dans une étude du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) examinant les perspectives dans ce domaine, environ 73 % des ménages de rapatriés interrogés ont indiqué que les femmes sont « empêchées de travailler », et seulement 6 % des foyers au foyer ont déclaré une source de revenus.⁴³

Les femmes et les personnes qui retournent au travail sont confrontées à des obstacles supplémentaires pour trouver un emploi, car elles ont tendance à avoir peu accès aux réseaux sociaux (où ces opportunités sont partagées).⁴⁴ Certains de ces migrants qui traversent le pays n'étaient jamais allés en Afghanistan auparavant. Les jeunes filles et les femmes (généralement jeunes) qui se trouvent dans cette situation sont souvent nées et/ou ont grandi dans le pays d'accueil et ont bénéficié d'une scolarité et d'autres opportunités qui n'existent plus en Afghanistan.

Plusieurs femmes rapatriées ont exprimé des inquiétudes quant à l'accès de leurs filles à l'éducation en Afghanistan.⁴⁵

Les travailleurs humanitaires du poste frontalier de Spin Boldak ont constaté : « De nombreuses femmes rapatriées s'inquiètent de l'éducation de leurs filles. Celles qui étaient scolarisées seront complètement privées d'éducation au-delà de la sixième année. »⁴⁶ La disparité était particulièrement marquée parmi les filles rapatriées, 88 % d'entre elles n'ayant pas pu s'inscrire.⁴⁷

Parmi les quelque 182 000 enfants rapatriés en âge scolaire identifiés en 2024, 80 % (en particulier les filles au-dessus de la 6e année) n'avaient pas accès à une éducation formelle ou communautaire à leur arrivée.⁴⁸

Lorsque les besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits, les données de suivi de la protection soulignent le taux élevé de mécanismes d'adaptation néfastes adoptés par les rapatriés en l'absence de services et de soutien de base, y compris les risques croissants de VBG et d'EAS.⁴⁹

Les femmes et les filles rapatriées sont confrontées à d'immenses risques en matière de protection

Les incidents de protection ont souvent été signalés comme une source d'anxiété par les femmes rapatriées aux frontières.

Des femmes participant à des groupes de discussion dans les provinces de Kandahar et de Nangarhar ont rapporté que les gardes-frontières pakistanais leur avaient demandé de donner leur argent, les laissant sans ressources à leur arrivée en Afghanistan.⁵⁰ D'autres ont indiqué que les gardes-frontières leur facturaient des tarifs élevés pour le transport de leurs biens.⁵¹ Lors d'un groupe de discussion à Spin Boldak BCP, une femme a déclaré : « Lorsque nous avons refusé de donner de l'argent, ils ont voulu prendre nos biens »⁵² ; tandis qu'une femme à Torkham BCP a rapporté que les gardes-frontières ont confisqué une grande partie de ses fonds : « Ils ont pris 6 000 roupies [environ 21,00 USD] et ne m'ont rendu que 2 000. Maintenant, je ne sais plus où aller avec cet argent. »⁵³ Des femmes de la province d'Herat ont rapporté que « certaines femmes ont été contraintes de payer des sommes importantes pour traverser la frontière et atteindre l'Afghanistan, ce qui est au-dessus de leurs moyens financiers »⁵⁴

Dans tous les groupes de discussion menés dans les centres de coordination pour cette alerte de genre, les femmes ont signalé avoir été soumises à des traitements cruels de la part des autorités iraniennes et pakistanaises.

Les femmes ont également signalé être confrontées à de graves risques de violence basée sur le genre (VBG) à la frontière.⁵⁵ Une femme du poste de contrôle frontalier de Torkham a indiqué avoir répondu au risque perçu de VBG pour sa fille en organisant le voyage de sa fille avec d'autres membres de sa famille, pendant qu'elle effectuait le voyage.

seules.⁵⁶ Des problèmes similaires ont été exprimés dans le poste frontière d'Islam Qala, où les rapatriés ont signalé « des mauvais traitements et du harcèlement des femmes au poste frontière, provoquant peur et détresse ». ⁵⁷

Les travailleurs humanitaires de tous les PBF signalent un besoin impérieux d'aider les survivants d'incidents de protection.

Ils soulignent le besoin général d'une protection renforcée, de lutte contre la violence sexiste et de services de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS), ainsi que d'espaces sûrs pour les rapatriés vulnérables à la frontière,⁵⁸ et soulignent que les femmes survivantes de violences ont expressément besoin de tels services.⁵⁹

Français Les personnes interrogées dans la province de Kandahar ont fréquemment soulevé le problème du mariage précoce et du trafic de jeunes filles comme une préoccupation ; par exemple, une travailleuse humanitaire a déclaré : « Une veuve avec quatre filles cherchait à voir si elle pouvait vendre une ou deux filles à quelqu'un ici pour avoir de l'argent pour survivre. »⁶⁰ Les travailleurs humanitaires ont également mentionné des cas d'enfants engagés entre 12 et 14 ans traversant la frontière.⁶¹

Dans le BCP d'Islam Qala, les travailleurs humanitaires ont évoqué le cas d'une adolescente enceinte et célibataire, qui a déclaré n'avoir nulle part où aller en Afghanistan et avoir peur des représailles de ses proches.⁶²

Les femmes sont confrontées à des difficultés d'accès à l'information et à l'assistance et craignent l'avenir

Les femmes rapatriées ont exprimé leur anxiété quant à leur vie à leur destination finale. Elles craignaient de ne pas avoir accès à l'information sur les services disponibles ou sur la manière de trouver du travail dans ces endroits.⁶³ Les femmes rapatriées de la province d'Herat ont indiqué qu'elles n'étaient pas pleinement informées des services fournis par le DFA ou les organisations internationales aux rapatriés et qu'elles ne savaient pas où demander de l'aide, ni quels types de soutien leur étaient accessibles.⁶⁴ En Afghanistan, les femmes se heurtent souvent à des obstacles lorsqu'elles recherchent ces informations et doivent généralement compter sur les hommes de leur famille pour les obtenir.⁶⁵ Dans les provinces de Kandahar et de Nangarhar, les femmes interrogées ont également exprimé leur crainte de ne pas être acceptées ou de ne pas s'identifier à leur nouvelle communauté, certaines déclarant n'avoir jamais séjourné en Afghanistan.⁶⁶

De nombreuses femmes n'ont pas accès à une tazkira. Moins de la moitié des femmes entrant en Afghanistan par les postes-frontières de Spin Boldak et de Torkham sont titulaires d'une tazkira valide ; beaucoup ne possèdent aucune pièce d'identité, ce qui peut bloquer l'accès à l'aide, l'activation de leur carte SIM et la scolarisation de leurs enfants.⁶⁷

Dans la province de Kandahar, les femmes humanitaires ont également mentionné la présence de femmes pakistanaises mariées à des hommes afghans, venant avec leurs maris pour

Afghanistan.⁶⁸ Ces femmes déclarent avoir de sérieuses inquiétudes quant à leur adaptation à une nouvelle culture et aux restrictions imposées par le DFA sur l'éducation, l'emploi, la mobilité et l'habillement des femmes.⁶⁹ De plus, les femmes de la province d'Herat soulignent qu'elles s'inquiètent des attentes sociales et familiales qui font que « certaines femmes sont confrontées à des limitations dans leur travail ou dans la prise de décisions de vie indépendantes ». ⁷⁰

Santé physique et mentale

Les femmes rapatriées ont exprimé de nombreuses préoccupations concernant leur santé mentale. Dans son rapport de mai 2024 sur la réponse d'urgence aux retours, le HCR a constaté que 87 % des ménages rapatriés indiquaient ressentir un stress affectant leur quotidien, des idées suicidaires étant signalées dans 13 % des cas.⁷¹ Lors d'une discussion de groupe menée au poste de contrôle de Torkham, les travailleurs humanitaires ont mentionné que la santé mentale des rapatriés souffrait de l'isolement lié au manque de soutien émotionnel de la part de leurs proches et de leur communauté après leur réinstallation.⁷²

Les travailleurs humanitaires dans la province de Kandahar ont indiqué avoir trouvé de nombreux rapatriés « mentalement perdus et perturbés » à leur arrivée, en raison des épreuves qu'ils ont vécues pendant leur voyage.⁷³

Le soutien en matière de santé mentale a également été souligné comme une lacune critique par le personnel humanitaire de la province d'Herat.⁷⁴ Ils ont fait remarquer qu'aucun service n'était disponible au BCP pour soutenir la santé mentale des femmes, le personnel féminin ne sachant souvent pas comment répondre adéquatement aux problèmes mentaux aigus des femmes rapatriées.⁷⁵

Dans chacune des trois régions où les discussions de groupe ont été menées, les femmes ont exprimé des inquiétudes concernant leurs besoins en matière de santé physique. Dans la province d'Herat, l'un des besoins immédiats soulevés par les femmes rapatriées était les services de santé et les vaccinations.⁷⁶ Les travailleurs humanitaires de Torkham et de Spin Boldak BCP ont parlé des risques pour les femmes enceintes traversant la frontière et pour les femmes ayant perdu des grossesses précoces pendant le processus de retour.⁷⁷ Cela souligne la nécessité de services de santé sexuelle et reproductive (SSR) à la frontière, ainsi que d'installations médicales dédiées aux femmes.

Les ménages dirigés par des femmes (WHH) et les femmes non accompagnées sont confrontées à des défis spécifiques à la frontière et risquent d'être laissées pour compte.

Les préoccupations en matière de sécurité lors du franchissement de la frontière sans mahram (tuteur masculin), les préoccupations concernant la satisfaction des besoins fondamentaux de leur famille et la santé mentale étaient quelques-unes des principales préoccupations exprimées par les WHH dans tous les sites de FGD.⁷⁸ Le besoin d'un soutien supplémentaire en matière de transport pour aider ces femmes et leurs enfants à atteindre leur destination a été fréquemment mentionné, car l'allocation de transport actuellement offerte

a été jugé insuffisant.⁷⁹

Selon une femme rapatriée dans la province d'Herat, « de nombreuses femmes sont les principales soutiens de famille, en particulier celles qui ont perdu leur mari ou qui n'ont pas de conjoint. Elles comptent parmi les plus vulnérables et sont confrontées à de multiples défis ». ⁸⁰ Les préoccupations concernant la satisfaction des besoins fondamentaux ont également été fréquemment mentionnées par les répondantes des foyers d'accueil. « Sans emploi ni source de revenus, il est difficile pour les foyers d'accueil de se nourrir, de se vêtir ou de subvenir à leurs besoins essentiels. » ⁸¹

Les rapatriées de la province d'Herat ont également exprimé des inquiétudes quant à leur sécurité lorsqu'elles voyagent sans mahram : « De nombreuses femmes manquent de soutien social ou familial et se sentent en insécurité. » ⁸² Voyager sans mahram a été indiqué comme un défi majeur, à des degrés divers, dans les trois lieux des groupes de discussion. Les personnes interrogées rapportent qu'au Pakistan, des hommes sont détenus en prison pendant environ dix jours avant d'être renvoyés de force. Les femmes et leurs enfants traversent donc la frontière de manière autonome et sont confrontées à des difficultés similaires.⁸³ Une femme a déclaré : « Je ne sais pas où loger sans mon mahram. Une tente serait ma seule protection. Je n'ai ni vêtements appropriés ni hijab, pas de nourriture, pas de numéro de téléphone et pas de famille chez qui loger. » ⁸⁴ Les femmes du poste frontalier de Tokham ont également signalé que voyager sans mahram entraîne « un sentiment de vulnérabilité et de peur ». ⁸⁵

Français Dans la province d'Herat, les travailleuses humanitaires signalent que des femmes et des filles arrivent et « n'ont nulle part où aller après avoir quitté le centre de transit ». ⁸⁶ « Aucun membre de leur famille ne les accepte, et certaines n'ont même aucun membre de leur famille en Afghanistan ». ⁸⁷ L'OIM ne peut fournir un hébergement exceptionnel que pendant 15 jours.⁸⁸ Dans la province d'Herat, les travailleuses humanitaires ont signalé que certaines sociétés de transport indépendantes transportant les rapatriées vers leur destination finale « ont récemment refusé d'accepter des femmes qui voyageaient seules sans mahram », ⁸⁹ ce qui risque de laisser les femmes non accompagnées bloquées.⁹⁰ En outre, le DFA a récemment mis en place des centres dans divers endroits, notamment dans la province d'Herat, dans le but d'héberger les femmes sans mahram, y compris les femmes rapatriées qui n'ont pas de tuteur masculin.

Ces initiatives ont toutefois soulevé des questions autour du caractère obligatoire du séjour des femmes.

PRINCIPALES CONCLUSIONS CONCERNANT L'AFGHANISTAN FEMMES TRAVAILLEURS HUMANITAIRES ENGAGÉS DANS LA RÉPONSE AUX RAPATRIÉS

Des travailleuses humanitaires ont participé à des groupes de discussion pour cette Alerte Genre dans les provinces afghanes d'Hérat, de Kandahar et de Nangarhar, au Centre de transit et aux Points Zéro.

Certaines des questions clés soulevées par ces travailleuses humanitaires sont abordées ci-dessous.

Zéro point

Le personnel féminin est touché par les coupes budgétaires, notamment la réduction du soutien aux mahram.

Les coupes budgétaires ont fortement érodé le soutien au personnel mahram dans les provinces de Kandahar et de Nangarhar, rendant la fourniture de services incohérente, retardée ou totalement absente.⁹¹ Les discussions de groupe dans les provinces de Kandahar et de Nangarhar ont souligné que seules quelques organisations couvrent encore les coûts des mahrams ; beaucoup ne fournissent aucune assistance et certaines versent une allocation aux mahrams mais excluent les frais de transport.⁹² Certaines organisations auraient également retiré leur soutien au transport des travailleuses humanitaires elles-mêmes. À Islam Qala, certaines travailleuses humanitaires ont également indiqué que leur organisation ne prenait pas en charge ces dépenses.⁹³ La diminution du soutien au transport signifie que, sans mahram, les travailleuses humanitaires afghanes ne peuvent pas se rendre à la frontière pour rejoindre les femmes et les filles rapatriées.

Les travailleuses humanitaires signalent un manque de zones d'attente ombragées pour les mahram, ce qui peut dissuader les hommes de la famille de continuer à accompagner les femmes au travail.⁹⁴ À Herat, elles signalent que leurs mahram sont souvent traités avec manque de respect par les hommes travailleurs humanitaires, ce qui, selon elles, porte atteinte à leur dignité et à leur statut social.⁹⁵

Français Dans les provinces de Kandahar et de Nangarhar, les travailleurs humanitaires ont exprimé leurs inquiétudes quant à leur interrogatoire par le DFA et à la nécessité d'être accompagnés par un mahram.⁹⁶ Au BCP de Spin Boldak, une femme a déclaré qu'elle et son mahram avaient dormi au point zéro pendant plusieurs mois pour éviter de payer les frais de transport quotidiens, ce qui lui permettait de verser une plus grande partie de son salaire à leur foyer ;⁹⁷ 4 des 11 travailleurs humanitaires du groupe de discussion de Spin Boldak ont indiqué qu'une fois qu'ils ont couvert les déplacements et les repas de leur mahram, leur salaire ne suffit plus à répondre aux besoins fondamentaux de leur famille.⁹⁸ Restrictions supplémentaires imposées

Les mesures prises par le DFA, telles que l'imposition d'une « carte mahram » pour les mahrams des travailleuses humanitaires à Kandahar, et les retards dans la délivrance de ces cartes, ont rendu la situation difficile à gérer pour le personnel féminin.

Français Les équipes Zero Point sur les trois sites manquent de personnel, en grande partie à cause des coupes budgétaires et des restrictions imposées aux travailleuses humanitaires.⁹⁹ En 2023, une organisation du BCP de Spin Boldak a engagé 28 travailleuses humanitaires, dont seulement deux sont restées, chacune traitant en moyenne entre 140 et 160 évaluations médicales par jour.¹⁰⁰ Un autre travailleur a indiqué maintenir un horaire de 6 h à 18 h chaque jour, sans pause.¹⁰¹ Au BCP d'Islam Qala, les travailleurs humanitaires ont attiré l'attention sur leur « charge de travail élevée » et la nécessité d'un endroit pour se reposer.¹⁰²

Dans tous les lieux d'intervention, les travailleuses humanitaires ont souligné la nécessité de recruter du personnel supplémentaire pour faire face à la charge de travail actuelle.¹⁰³ Elles ont noté que l'offre de services sur leurs sites s'est considérablement réduite depuis 2023, invoquant des déficits de financement comme raison de cette réduction des effectifs.¹⁰⁴ Les coupes budgétaires ont également entraîné une baisse des salaires des travailleurs humanitaires de certaines organisations.¹⁰⁵ Ces réductions se traduisent par une assistance plus limitée et plus lente aux rapatriés. En mars 2025, 30 % des organisations humanitaires en Afghanistan ont indiqué avoir réduit les salaires ou les avantages sociaux de leur personnel (depuis janvier 2025).¹⁰⁶

Les travailleuses humanitaires sont touchées

par manque d'installations

Les infrastructures aux frontières ont manqué de modernisation ces dernières années et manquent souvent d'espace pour accueillir un plus grand nombre de retours. À Zero Points, les travailleuses humanitaires ont fait état de graves lacunes en matière d'installations, notamment en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH). À la frontière de Torkham, le personnel féminin utilise une seule latrine, éloignée de la zone de travail. 107 À Spin Boldak, le trajet jusqu'aux toilettes est tout aussi long et les femmes doivent être escortées par un mahram. 108 À la frontière d'Islam Qala, les travailleuses humanitaires ne disposent pas de toilettes séparées et partagent les installations avec les rapatriés. 109

Aucun de ces trois sites Zero Point n'offre d'espace privé où les travailleuses humanitaires pourraient cuisiner, manger, prier ou se reposer, ce qui les oblige à effectuer ces activités à la vue des rapatriés. 110 À Torkham, 13 travailleuses humanitaires partagent une tente pour quatre personnes avec des rapatriés, l'utilisant comme cuisine, salle à manger, salle de pause et espace de prière. 111 À Torkham, les travailleuses humanitaires ont souligné un autre défi : elles doivent souvent amener leurs enfants au travail, mais il n'y a pas d'espace dédié pour eux. 112 Les travailleuses indiquent ne pas pouvoir utiliser les espaces adaptés aux enfants de Zero Point ; tous les soins sont prodigués dans la pièce où elles aident les rapatriés. De plus, les installations ne disposent actuellement pas de climatiseurs fonctionnels dans les zones réservées aux travailleurs humanitaires ou aux rapatriés, alors que les températures estivales peuvent atteindre 49 °C. 113

Les travailleuses humanitaires sont confrontées à besoins de santé mentale non satisfaits

Français Les besoins en matière de santé mentale des travailleuses humanitaires de Zero Point restent largement non satisfaits. Lorsqu'on leur a demandé d'évaluer leur niveau de stress sur une échelle de 1 à 10, celles engagées dans Spin Boldak BCP se sont regroupées autour de 7-8 ; 114 à Torkham, les notes allaient de 2 à 10. 115 Toutes celles déclarant des niveaux de stress au bas de l'échelle ont indiqué qu'elles prenaient des médicaments pour gérer le stress. 116 Une participante a décrit une collègue qui arrive chaque matin en annonçant : « Aujourd'hui, je démissionne » — même sa famille l'encourage à démissionner — et pourtant elle revient le lendemain. 117 Malgré des difficultés importantes, elle continue de retourner au travail tous les jours.

Les travailleuses humanitaires du BCP d'Islam Qala mentionnent la nécessité de parler aux professionnels des cas qu'elles traitent chaque jour, y compris les cas de protection complexes qui ont un impact sur leur santé mentale. 118

En raison des restrictions imposées aux services de santé mentale, de nombreuses femmes employées à Spin Boldak BCP ne peuvent pas y accéder.

soutien en santé mentale. 119 Les plateformes génériques de soutien en santé mentale en ligne ont tendance à être mal adaptées au contexte afghan ; les participants aux groupes de discussion appellent à des options de conseil confidentielles et personnalisées en ligne ou en personne pour les travailleuses humanitaires. 120 Au BCP de Torkham, les travailleuses humanitaires ont parfois recours aux mêmes services psychosociaux que ceux offerts aux rapatriés. 121 Le personnel féminin mentionne que si l'aide en ligne est nominale, la connectivité peu fiable au point zéro les laisse effectivement sans accès. 122

Au BCP d'Islam Qala, une travailleuse humanitaire a résumé la situation en matière de soutien à la santé mentale ainsi : « Il n'existe aucun service en place pour soutenir la santé mentale des femmes, ce qui a un impact négatif sur leur bien-être. » 123

Femmes travailleuses humanitaires à Zero Point

les emplacements sont confrontés à des problèmes de sécurité

Français Dans la province de Nangahar, à Torkham, le paysage sécuritaire est caractérisé par des escarmouches frontalières et des explosions sporadiques — « même le plus léger bruit me fait penser qu'un affrontement a repris », a déclaré une travailleuse humanitaire. 124 La perte d'emploi est citée comme une préoccupation par les travailleuses humanitaires engagées dans les trois sites de Zero Point, alors que le financement diminue et que le soutien des agences diminue. 125 Beaucoup ne se sentent pas en sécurité en restant sur place pendant la nuit (pendant leur quart de travail). 126 L'état de vigilance constant qui l'accompagne aggrave le stress chronique et érode le bien-être mental de nombreuses femmes engagées. 127 À Spin Boldak, lorsqu'on leur a demandé si elles se sentaient en sécurité, les travailleuses humanitaires ont répondu par l'affirmative, citant l'accompagnement constant du mahram, même aux toilettes de Zero Point. 128

Cependant, ils ont indiqué ne pas se sentir en sécurité lorsqu'ils doivent voyager sans mahram et ont fait référence aux questions du DFA concernant leurs déplacements et leurs activités. 129

De cette façon, la sécurité est mesurée par de nombreuses femmes engagées non pas en fonction des conditions de sécurité en vigueur, mais par le strict respect des restrictions sexistes imposées par la DFA. Dans la province d'Herat, à Islam Qala, interrogées sur leur sentiment de sécurité au travail, les travailleuses humanitaires ont répondu qu'elles se sentaient souvent en danger dans leur environnement de travail, pour diverses raisons, notamment la présence constante de la DFA et l'inquiétude et l'insécurité croissantes parmi les femmes. 130

Centres de transit

Les conditions de travail des travailleuses humanitaires seraient meilleures dans les centres de transit que dans les centres Zero Point. En général, lorsque des mahrams sont nécessaires, leurs frais sont pris en charge, car les centres sont gérés directement par l'OIM,¹³¹ et les mahrams disposent d'une salle où s'asseoir pendant que leurs proches travaillent.¹³² Au centre de transit de Kandahar, une personne référente genre a été nommée pour signaler les problèmes à la direction.¹³³

En général, les travailleuses humanitaires déclarent qu'elles disposent de suffisamment de personnel pour faire face à leurs charges de travail respectives, même si davantage de personnel pourrait être nécessaire si le nombre de rapatriés augmente.¹³⁴

Néanmoins, des contraintes persistantes affectent les travailleuses humanitaires dans certains centres de transit.

Les travailleuses humanitaires de la province d'Hérat ont cité la proximité du DFA comme une raison de leur inconfort et de leur insécurité au travail.¹³⁵ Dans la province de Kandahar, les travailleuses humanitaires déclarent être confinées dans un seul petit bureau et avoir des difficultés à se déplacer dans l'enceinte.¹³⁶ Cela pourrait être lié à la présence d'hommes rapatriés dans le centre et aux barrières culturelles liées au fait d'éviter la proximité avec des hommes non apparentés. La restriction de leurs déplacements limite à la fois leur mobilité et leur efficacité : une personne interrogée a expliqué qu'une partie de son travail consiste à inspecter le travail effectué par ses collègues masculins, mais qu'elle ne peut pas accéder à leur zone de travail.¹³⁷

Au centre d'accueil de Nangarhar, les employées ont demandé un espace vert où elles pourraient se promener¹³⁸. Les sites manquent de salles de prière et de restauration réservées aux femmes, ce qui les oblige à prier et à manger à leur bureau¹³⁹. Les travailleuses humanitaires travaillent sous une pression constante et ont un besoin urgent de solutions, comme un soutien psychologique adapté et l'accès à des espaces verts, pour gérer leur stress. Comme l'a expliqué une femme à Kandahar : « Lorsqu'un afflux arrive, nous avons à peine le temps de déjeuner ou de prier, et nous n'avons aucun espace ouvert pour nous vider l'esprit. »¹⁴⁰

Principales recommandations pour les acteurs humanitaires

Recommandations pour soutenir les rapatriés

- **Fournir des options** de soutien personnalisées aux femmes non accompagnées et aux ménages dirigés par des femmes, notamment des zones d'attente réservées aux femmes, un hébergement supplémentaire à court terme pour les femmes non accompagnées en cas de besoin et l'utilisation du complément pour le transport des WHH vers leur destination finale.
 - **Renforcer les services** de protection offerts aux femmes et aux hommes à Zero Points – y compris le soutien et l'orientation en matière de SMSPS, de VBG et de protection de l'enfance.
 - **Offrir une formation** plus complète au personnel de Zero Points sur la gestion des divulgations et des orientations sécurisées (y compris les cas de protection et les cas d'exploitation et d'abus sexuels), en produisant et en distribuant des supports d'information, d'éducation et de communication qui soutiennent ce processus.
 - **Intégrer l'orientation** vers les équipes juridiques des lieux de destination pour aider les rapatriés à obtenir les documents nécessaires (par exemple, tazkira, certificats de mariage) et fournir des modèles de lettres pour les demandes de logement/ de biens laissés au Pakistan. Continuer à proposer des séances de sensibilisation juridique sur les documents d'état civil et le logement, la terre et la propriété (HLP).
 - **Accroître le partage** d'informations et améliorer l'orientation des services de Point Zéro vers les services des lieux de destination. Cela devrait inclure une cartographie rapide des services pour les districts de destination fréquents, avec partage d'informations avec les rapatriés, et utiliser cette cartographie pour explorer les options de soutien en matière d'hébergement à long terme, de moyens de subsistance et d'éducation.
- Développer et approfondir les services** de santé disponibles aux frontières, en veillant à répondre aux besoins des femmes, notamment en cas de complications liées à la grossesse et d'accouchement. Équiper les cliniques frontalières pour gérer les urgences obstétricales et les fausses couches, en leur fournissant des kits d'accouchement et en faisant appel à des sages-femmes.
- **Continuer à collaborer avec le DFA** sur la nécessité de répondre aux besoins des femmes et des filles rapatriées, y compris les femmes célibataires et les WHH, afin d'atténuer les risques liés à la réinstallation des femmes sans mahram.

Recommandations pour soutenir les femmes travailleuses humanitaires

- Assurer la couverture de tous les coûts associés aux femmes travaillant dans la réponse humanitaire (c.-à-d. mahram, transport) – payé à temps.
- Améliorer les installations pour les travailleuses humanitaires, notamment des toilettes séparées par sexe, des salles de prière, de repas et de repos, des espaces extérieurs, des services de garde d'enfants, des salles d'attente pour les mahrams et des installations de chauffage et de climatisation adéquates.
- Étendre les services de garde d'enfants et de SMSPS fournis aux rapatriés aux travailleurs humanitaires, leur permettant ainsi de bénéficier pleinement de leurs accès aux services disponibles.
- Tenir les femmes travailleuses humanitaires informées des risques sécuritaires (par exemple les tensions à la frontière) et des discussions relatives à l'avenir de leurs rôles et des organisations opérant dans tous les lieux frontaliers et centres de transit.
- Assurer le recrutement et le déploiement d'un plus grand nombre de femmes aux postes frontières, en particulier dans les rôles de protection, de santé et de gestion des cas, afin de permettre des divulgations sûres et des services culturellement adaptés.

Principales recommandations aux donateurs

Maintenir et accroître le financement destiné à atteindre et protéger les femmes et les filles rapatriées, notamment en finançant les services de protection et de SMSPS dans les centres de transition. Les coupes budgétaires dans l'aide humanitaire ont un impact disproportionné sur les femmes et les filles rapatriées, exacerbant leurs vulnérabilités et les poussant à adopter des stratégies d'adaptation néfastes.

Un financement adéquat est essentiel pour garantir la fourniture continue de services essentiels, protéger leurs droits et répondre aux besoins particuliers des femmes et des filles rapatriées.

- Fournir un financement flexible en ce qui concerne la participation des femmes et subordonner le financement à la couverture des coûts qui permettent aux travailleuses humanitaires d'opérer, tels que les coûts du mahram et les coûts de transport.
- Continuer à collaborer avec le DFA en ce qui concerne la participation des femmes à la réponse humanitaire, et les besoins spécifiques des femmes et des filles.

Références

- 1 Afin de saisir la dynamique de genre dans tous les principaux couloirs de retour, des discussions de groupe ont été organisées dans trois régions : Est et Sud (frontière Pakistan-Afghanistan) :
- En avril 2025, cinq groupes de discussion ont été menés dans chaque région.
- Dans les deux régions, deux groupes de discussion ont eu lieu dans les locaux de Zero Point – l'un avec des travailleuses humanitaires, l'autre avec des travailleurs humanitaires.
- Dans les deux régions, trois groupes de discussion ont été organisés dans les centres de transit de l'OIM – un avec des femmes rapatriées, un avec des travailleuses humanitaires et un avec des travailleurs humanitaires.
- Ouest (frontière Iran-Afghanistan) :
- En février 2025, cinq FGD ont été menées dans cette région.
- Deux groupes de discussion ont eu lieu dans les locaux de Zero Point – l'un avec des travailleuses humanitaires, l'autre avec des travailleurs humanitaires.
- Trois groupes de discussion ont été organisés dans les centres de transit de l'OIM : un avec des femmes rapatriées, un avec des travailleuses humanitaires et un avec des travailleurs humanitaires.
- Cet exercice combiné a permis d'élaborer un aperçu sensible au genre de l'évolution de la situation des retours dans chaque région.
- 2 OIM (Organisation internationale pour les migrations). 2025a. « L'OIM aide un million de rapatriés afghans dans le contexte de nouvelles vagues de retours forcés massifs depuis le Pakistan. » 15 avril 2025. <https://reliefweb.int/report/afghanistan/iom-assiste-un-million-de-retours-afghans-au-milieu-de-nouvelles-vagues-de-retours-forces-massifs-pakistan>
- 3 HCR. 2025a. Pakistan-Afghanistan : Réponse d'urgence aux retours n° 36. 29 mai 2025. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/116617>
- 4 Note d'information d'Amnesty International sur les sanctions prévues par l'IFRP (avril 2025).
- 5 OIM. 2024. Résumé de la matrice de suivi des déplacements. 31 décembre 2024 ; IRNA. 2024. « Le ministère de l'Intérieur met en garde les Afghans sans papiers. » 22 septembre 2024.
- 6 HCR. 2025b. Iran-Afghanistan : Réponse d'urgence aux retours n° 8. 29 mai 2025. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/116618>
- 7 HCR. 2025b. Iran-Afghanistan : Réponse d'urgence aux retours n° 8. 29 mai 2025. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/116618>
- 8 OIM. 2025b. Matrice de suivi des déplacements en Afghanistan : aperçu du suivi des flux. 11 - 17 mai 2025. 22 mai 2025. <https://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-flow-monitoring-snapshot-11-17-mai-2025>; OIM. 2025c. Matrice de suivi des déplacements en Afghanistan : aperçu du suivi des flux. 18 - 24 mai 2025. 29 mai 2025. <https://reliefweb.int/report/afghanistan/Afghanistan-flux-surveillance-instantané-18-24-mai-2025>
- 9 OIM. Mouvements en provenance d'Iran depuis le 13 juin 2025. Présentation donnée le 24 juin 2025
- 10 OIM. 2024. Résumé de la matrice de suivi des déplacements. 31 décembre 2024 ; IRNA. 2024. « Le ministère de l'Intérieur met en garde les Afghans sans papiers. » 22 septembre 2024.
- 11 Ministère des Affaires étrangères du Pakistan. 2025. Communiqué sur la visite à Kaboul. 9 avril 2025 ; Autorités de facto. Ministère des Réfugiés et du Rapatriement. 2025. Déclaration. 10 avril 2025.
- 12 Yawar, MY et Ali, M. 2025. « Affrontement entre forces pakistanaises et afghanes à la frontière de Torkham ». Reuters. 3 mars 2025. <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/pakistani-afghan-security-forces-confront-at-the-frontier-between-pakistan-and-afghanistan-des-milliers-de-personnes-cherchent-refuge-04/03/2025>
- 13 HCR. OIM. 2025a. Flash Update HCR-OIM n° 41 : Arrestations et détentions / Suivi des flux (15 septembre 2023 – 3 mai 2025). 8 mai 2025. <https://reliefweb.int/report/pakistan/HCR-OIM-Pakistan-Flash-Update-41-Arrest-and-Detention-Flow-Monitoring-15-septembre-2023-03-mai-2025>; OIM DTM. Revue mensuelle des flux (novembre 2023 ; octobre 2024 ; avril 2025).
- 14 Al Jazeera. 2025. « Le Pakistan accélère l'expulsion des Afghans : ONU. » 15 avril 2025. <https://www.aljazeera.com/news/2025/4/15/pakistan-accelerates-deportation-of-afghans-un>, citant les chiffres quotidiens des flux de l'OIM ; s'appuyant sur les communications des observateurs aux frontières de l'OIM publiées le 7 avril 2025.
- 15 HCR. OIM. 2025a. Flash Update HCR-OIM n° 41 : Arrestations et détentions / Suivi des flux (15 septembre 2023 – 3 mai 2025). 8 mai 2025. <https://reliefweb.int/report/pakistan/HCR-OIM-Pakistan-Flash-Update-41-Arrestation-et-Detention-Suivi-des-Flux-15-septembre-2023-03-mai-2025>
- 16 OIM. 2025d. Mouvements frontaliers en provenance d'Iran : mise à jour du premier trimestre 2025.
- 17 OIM, à paraître
- 18 OIM. 2025d. Mouvements frontaliers en provenance d'Iran : mise à jour du premier trimestre 2025.
- 19 OIM, Tableau de bord, Retours du Pakistan, consulté le 27 juin 2025 <https://app.powerbi.com/view?%3Fid=7c1e1e1e-1e1e-1e1e-1e1e-1e1e1e1e1e1e>
 E1ODgyNjKLTizZmlINDNINC1ZDZILVJjZTOSYzhNjE4NlslmMIOj9
- 20 Ibid
- 21 Ibid
- 22 Ibid
- 23 HCR. OIM. 2025a. Flash Update HCR-OIM n° 41 : Arrestations et détentions / Suivi des flux (15 septembre 2023 – 3 mai 2025). Tableaux annexes. 8 mai 2025. <https://reliefweb.int/report/Pakistan/HCR-OIM-Pakistan-Flash-Update-41-Surveillance-des-flux-d-arrestations-et-de-d%C3%A9tentions-15-septembre-2023-03-mai-2025>.
- 24 <https://dtm.iom.int/datasets/afghanistan-flow-monitoring-counting-january-10-2024-may-31-2025>
- 25 OIM. Flash Update, 2 juin <https://reliefweb.int/report/afghanistan/iom-afghanistan-flash-update-2-june-2025#:~:text=Throughout%20May%202025%2C%20IOM%20recorded,to%20que%20en%20mai%202024>.
- 26 <https://dtm.iom.int/online-interactive-resources/afghanistan-flow-monitoring-2024>
- 27 OIM, Tableau de bord de suivi des flux, consulté le 27 juin 2025 <https://dtm.iom.int/online-interactive-resources/afghanistan-flow-monitoring-2024>
- 28 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 29 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 30 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 21 avril 2025. Cette question est triangulée dans les conclusions du groupe de travail GIHA. Voir : ONU Femmes (Nations Unies) Entité pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. 2023a. Mise à jour sur le genre n° 2 : Retours forcés depuis le Pakistan. GIHA (Gender in Humanitarian Action), Afghanistan. 5 décembre 2023. <https://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-gender-update-2-forced-returns-pakistan-5-decembre-2023>
- 31 OIM, Rapport de suivi de la protection, janvier à mars 2025
- 32 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 33 OIM. 2025g. Afghanistan : Données de suivi de la protection – Zones de retour. Janvier – mars 2025.
- 34 OIM. 2025g. Afghanistan : Données de suivi de la protection – Zones de retour. Janvier – mars 2025.
- 35 OIM. 2025g. Afghanistan : Données de suivi de la protection – Zones de retour. Janvier – mars 2025.
- 36 OIM. 2025g. Afghanistan : Données de suivi de la protection – Zones de retour. Janvier – mars 2025.
- 37 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 38 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025 et discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 24
- Avril 202
- 39 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 40 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 41 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 42 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 43 OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies). 2024. Évaluation rapide des besoins multisectoriels (MRNA) des réfugiés afghans. Avril 2024. <https://www.unocha.org/publications/report/afghanistan/multi-sectoral-rapid-needs-assessment-mrna-afghan-returnees-april-2024> ; HCR. 2024. Résumé mensuel du suivi de la protection en Afghanistan. Mai 2024. <https://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-monthly-protection-monitoring-summary-may-2024>
- 44 ONU Femmes. 2023b. Mise à jour sur le genre n° 1 : Retours forcés du Pakistan. GIHA Afghanistan. 15 novembre 2023. <https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/2023-11/af-c414-alerte-genre-120123j.pdf>
- 45 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham (Est), 21 avril 2025 ; discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Spin Boldak (Sud), 24 avril 2025 et discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 46 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.

- 47 OIM. 2025h. Rapport trimestriel sur le suivi des flux de ressortissants afghans au Pakistan (octobre-décembre 2024). <https://dtm.iom.int/reports/flow-monitoring-afghan-nationals-quarterly-rapport-octobre-décembre-2024>
48. Groupe sectoriel Éducation en Afghanistan. 2024. Analyse : Évaluation des besoins en éducation en situations d'urgence (ESU). Mieux comprendre la situation des enfants d'âge scolaire des rapatriés dans les zones de retour du pays. Juillet 2024. <https://reliefweb.int/report/afghanistan/analysis-education-emergencies-eie-need-assessment-better-understand-situation-retournees-school-aged-children-areas-return-country-july-2024>
- 49 Afghanistan Protection Cluster, Protection Monitoring Dashboard, avril 2025, consulté le 27 juin 2025 <https://app.powerbi.com/view?ey=IrdjoiZTQ4MTNiYTUIN2M3Zj00MjhlWE3ZWyY0GyZyTg2OGY2YWY2IiwidCl6imlU1YzM3OTgxLTY2NjQlNDEzNC04YTBlTY1NDkMmEmODBiZSIsImMiOj9>
- 50 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025 et discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 51 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025 et discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 52 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025.
- 53 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 54 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 55 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 56 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 57 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 58 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 59 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 60 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 61 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 62 Discussion de groupe, discussion sur la mission ICCT, travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 63 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Spin Boldak (Sud), 24 avril 2025 ; discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham (Est), 21 avril 2025 et discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, février 2025.
- 64 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 65 ONU Femmes. 2023b. Mise à jour sur le genre n° 1 : Retours forcés du Pakistan. GiHA Afghanistan. 15 novembre 2023. <https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/2023-11/af-c414-alerte-genre-120123i.pdf>
- 66 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025 et discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 67 Surveillance du site DTM de l'OIM, Spin Boldak/Torkham, mars 2025.
- 68 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 69 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 70 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 71 HCR. 2024. Pakistan-Afghanistan : Retours : Mise à jour n° 12 sur la réponse d'urgence. 5 avril 2024. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/107717>
- 72 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 73 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 74 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 75 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 76 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 77 Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, Zero Point, frontière de Torkham, Est, 21 avril 2025 et Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 78 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit, Torkham, Est, 21 avril 2025, Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025 et discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025.
- 79 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 80 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 81 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 82 Discussion de groupe, Femmes rapatriées, Centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 83 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 84 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 85 Discussion de groupe, femmes rapatriées, centre de transit de l'OIM, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 86 Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, centre de transit de l'OIM, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 87 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 88 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 89 Selon les organisations consultées pour cette alerte de genre, ces entreprises de transport ne seraient pas affiliées à des organisations humanitaires.
- 90 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 91 Discussion de groupe focalisée, travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025 et Discussion de groupe focalisée, travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 92 Discussion de groupe focalisée, travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025 et Discussion de groupe focalisée, travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 93 Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025. Il est important de noter que les discussions de groupe dans la province d'Herat ont été menées en février 2025, tandis que les discussions de groupe dans les provinces de Kandahar et de Nangahar ont été menées en avril 2025, avec des développements rapides dans le contexte opérationnel survenant au cours de la période intermédiaire.
- 94 Discussion de groupe focalisée, travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025 et Discussion de groupe focalisée, travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 95 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 96 Discussion de groupe focalisée, travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025 et Discussion de groupe focalisée, travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 97 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 98 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 99 Les raisons sont multiples. Les coupes budgétaires jouent un rôle important. Cependant, de nombreux services sont actuellement délocalisés vers les centres d'accueil de Takhtapul et d'Omari. Cela entraîne des pénuries temporaires de personnel pour certaines organisations et sur certains sites. De plus, les restrictions imposées aux femmes travaillant dans les ONG rendent difficile le maintien de leur poste.
- 100 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 101 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 102 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 103 Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025, Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025 et discussion de groupe, travailleuses, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.

- 104 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 105 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 106 ONU Femmes. 2025. Afghanistan : Rapport de suivi de l'impact de l'interdiction et des autres restrictions imposées aux femmes travaillant pour les ONG, les ONG internationales et l'ONU (mars 2025). Onzième aperçu sur le genre et l'accès. GiHA Afghanistan. Groupe de travail sur l'accès humanitaire. Mars 2025. <https://reliefweb.int/report/afghanistan/tracking-impact-report-ban-and-other-restrictions-women-ngos-ingos-and-un-elevnth-snapshot-march-2025>
-
- 107 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 108 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 109 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 110 Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025 ; Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025 et discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 111 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 112 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 113 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 114 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 115 Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham. Veuillez noter que les discussions de groupe précédentes menées dans la province d'Herat n'incluaient pas de questions sur la santé mentale.
- 116 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 117 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 118 Discussion de groupe, discussion sur la mission ICCT, travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 119 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 120 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 121 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 122 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 123 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 124 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 125 Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025, Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, Zero Point Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025 et discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 126 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 127 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 128 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 129 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Spin Boldak, Sud, 23 avril 2025.
- 130 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, Zero Point, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 131 Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, centre de transit, Torkham, Est, 21 avril 2025 et discussion de groupe, travailleuses humanitaires, centre de transit, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025. Les groupes de discussion de la province d'Herat n'ont pas collecté de données sur la question de savoir si les coûts du mahram étaient couverts au centre de transit.
- 132 Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, centre de transit, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025 et Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, centre de transit, Torkham, Est, 21 avril 2025. Veuillez noter qu'au moment des discussions de groupe, le personnel se rendant au centre de transit n'était pas tenu d'être accompagné d'un mahram, l'établissement étant situé dans les limites de la ville. La présence d'un mahram était requise et assurée lors des visites sur le terrain.
- 133 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025.
- 134 Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, centre de transit, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025 et Discussion de groupe, travailleuses humanitaires, centre de transit, Torkham, Est, 21 avril 2025. Cette constatation semble contraire aux indications sur la charge de travail et les niveaux de stress rapportés par les participants aux groupes de discussion lorsqu'ils ont été interrogés sur leur santé mentale.
- 135 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Islam Qala, Ouest, 24 février 2025.
- 136 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025.
- 137 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025.
- 138 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Torkham, Est, 21 avril 2025.
- 139 Discussion de groupe focalisée, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Torkham, Est, 21 avril et discussion de groupe focalisée, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025.
- 140 Discussion de groupe, femmes travailleuses humanitaires, centre de transit, Spin Boldak, Sud, 24 avril 2025.